

MINISTERE DES FINANCES

N° 00013

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2022 DU

29 AVR 2022

POUR LE RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET C2D/CFM POUR LE COMPTE DES EXERCICES 2021, 2022, 2023, 2024 ET CLOTURE.

FINANCEMENT : CONVENTION CCM 1278 01 S, RELATIVE AU PILOTAGE DU C2D, LIGNE « AUDITS, SUPERVISION, COMMUNICATION, CONSULTANTS ».

1. Contexte :

Le Projet C2D Centres de Formation aux Métiers (CFM) a été inscrit, à la demande du Gouvernement Camerounais, dans les projets éligibles aux financements du Contrat de Désendettement et de développement (C2D) de deuxième génération. Le projet s'inscrit dans la nouvelle stratégie du Cameroun pour la croissance et l'emploi, ainsi que dans les priorités du gouvernement relatives au développement agricole. A travers ce projet, et en complémentarité des efforts déjà engagés pour rénover la formation professionnelle des exploitants agricoles, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) entend, grâce aux financements du C2D, renouveler l'offre de formation professionnelle dans les zones rurales pour les métiers non agricoles.

Objectifs et contenu du projet

Le projet a pour objectif final d'expérimenter un nouveau dispositif de formation orienté par la demande, sous la forme de Centres de Formation aux métiers (CFM). Ces CFM se veulent une alternative performante aux anciens centres de formation Sections Agricoles et Rurales/Sections Ménagères (SAR/SM) dont la conception ne permet pas une formation professionnelle de qualité. Les CFM seront situés au cœur des principaux bassins de production agricoles sélectionnés pour leur dynamisme économique. Ils seront localisés au niveau du chef-lieu économique, de manière à intéresser le maximum d'entreprises et de jeunes. Des complémentarités et des synergies avec le programme professionnel agricole AFOP, lui-même sur financement C2D, seront recherchées.

Les formations seront co-construites avec les entreprises de la zone d'influence des CFM. Elles correspondront notamment aux métiers de la petite mécanique/motoculture, de la conservation et de la transformation agro-alimentaire, du bâtiment, de l'électricité, du froid et du solaire, de la gestion comptable, de l'informatique. Il s'agira de formations qualifiantes, initiales et continues d'une durée de 12 à 18 mois (avec des durées plus courtes pour la formation continue), à la carte en fonction de la demande des entreprises. Elles cibleront en priorité les jeunes candidats à l'emploi et à l'auto-emploi pour les formations initiales qualifiantes, mais également les patrons et les employés pour les formations continues.

Le projet est mis en œuvre à travers deux composantes opérationnelles :

- Une composante 1 en charge du renforcement des capacités et cadre réglementaire. L'objet de cette composante consiste à financer les activités d'accompagnement permettant de mettre en place les outils de communication adaptés et les changements réglementaires. Elle est mise en œuvre à travers 2 volets : (i) organiser la collaboration des acteurs locaux publics et privés autour de la création des CFM ; (ii) assurer le suivi du projet et l'adaptation du cadre réglementaire des futurs centres ;
- Une composante 2 en charge des dépenses de mise en place des CFM. Cette composante consiste à : (i) mettre au point des référentiels de formation et des services annexes ; (ii) la réalisation des études et dépenses relatives aux infrastructures et aux équipements ; (iii) sélectionner et mettre à niveau le personnel des centres ; (iv) élaborer les projets d'établissement ; (v) mettre en place la formation des conseils d'établissement ; (vi) assurer l'ouverture des CFM.

Le programme est placé sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (MINEFOP). Ses interventions seront mises en œuvre par l'USCP.

Comme dans les autres programmes C2D, les crédits affectés seront inscrits aux budgets du MINEFOP et virés suivant la demande d'approvisionnement du MO dans un compte spécial ouvert dans une banque commerciale et géré par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour le financement exclusif du programme.

Une convention de financement (CCM 1276 01P) a ainsi été signée le 28 juin 2012, entre l'Agence Française de Développement et la République du Cameroun avec une dotation de 6,56 milliards de FCFA (hors budget Etat et hors contrepartie des bénéficiaires), réparti ainsi qu'il suit :

Exprimés en millions d'euros et en millions XAF

En millions d'euros	Euros	XAF
Composante 1 : Renforcement des capacités et cadre réglementaire	2,3	1 508,7
Composante 2 : Mise en œuvre des CFM	6,3	4 132,5
Salaires des personnels et fonctionnement des CFM	1,0	655,9
Divers et imprévus (4%)	0,4	262,4
Total général	10,0	6 559,5

Compte tenu des contraintes budgétaires liées à cette convention, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Maître d'Ouvrage du Projet, entend réaliser sur des ressources issues de fonds de pilotage, l'audit technique, comptable et financier du projet susvisé pour les exercices 2021, 2022 et 2023.

2. Objet :

Le Ministre des Finances, Maître d'Ouvrage du volet Pilotage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès des cabinets inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en vue de la présélection des prestataires spécialisés en prévision d'un Appel d'Offres sur liste restreinte pour le recrutement d'un auditeur indépendant en vue de mener un audit comptable et financier du projet C2D/CFM pour le compte des exercices 2021, 2022, 2023 et, 2024 et clôture couvrant les années 2021, 2022 (tranche ferme), 2023, 2024 et clôture (tranches conditionnelles successives).

L'appel d'offres ultérieur sera organisé dès l'adoption de la liste restreinte et conduira à la sélection du cabinet de consultants pour la réalisation des prestations suscitées.

Les groupements comprenant des cabinets dont au moins l'un d'eux est inscrit à l'ONECCA, sont autorisés.

3. Participation :

La participation au présent Avis est ouverte aux structures de prestation de services spécialisées dans la réalisation des audits des projets et programmes de développement.

4. Critères de qualification :

Cette consultation est ouverte aux candidats ayant une bonne connaissance de l'administration camerounaise, du contexte de l'allègement de la dette et disposant de :

- une expertise confirmée et d'excellentes références en matière d'audit/évaluation projets et programmes dans les pays du sud et en particulier en Afrique Sub-Saharienne ;
- personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter.

NB : Par souci d'alternance des auditeurs, un cabinet ayant déjà audité le programme, ne sera pas accepté à concourir au présent recrutement.

5. Financement :

Les prestations, objet du présent avis, sont financées par la Convention CCM 1278 01 S, relative au Pilotage du C2D.

6. Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes:

6.1 Volume 1 (Pièces administratives)

- Une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée au taux en vigueur par le candidat ;
- L'original de l'attestation de non redevance délivrée par le service des impôts compétent ;

- L'original de l'attestation de non faillite établie par l'autorité compétente du domicile du consultant datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou par un responsable ;
- La déclaration d'intégrité signé (disponible dans sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- l'accord de groupement (en cas de groupement) ;
- les pouvoirs du mandataire (en cas de groupement).

NB : Tous les cabinets constituant un groupement devront fournir individuellement les pièces citées ci-dessus.

6.2 Volume 2 (Dossier technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le consultant doit être un auditeur Indépendant, ayant une expérience confirmée en audit comptable et financier des programmes/projets de développement. Il devra par ailleurs disposer d'une bonne connaissance de l'Administration Camerounaise.

Plus spécifiquement, la mission d'audit sera composée de trois (03) experts, sur la base des travaux à mener et des indications ci-dessous :

- Un Expert-Comptable Diplômé inscrit(e) au tableau d'un ordre des experts comptables reconnu par l'ONECCA, ayant au moins 10 ans d'expérience en audit financier, avec une bonne connaissance du C2D, des finances publiques, des audits des projets financés par la Banque Mondiale, l'AFD et l'UE et de bonnes connaissances des procédures de gestion fiduciaires des projets financés par des partenaires au développement.
- Deux Experts -Comptable (BAC + 5) inscrit dans l'ordre des experts comptables, disposant d'une expérience professionnelle de 8 ans minimum en audit, comptabilité ou finance. Une expérience prouvée (CV signé, copie diplôme) dans le domaine des finances publiques, centrales (Etat) et Territoriales décentralisées (CTD), des programmes sectoriels, des procédures de programme de développement et une bonne connaissance des mécanismes des bailleurs de fonds sont nécessaires pour assurer la direction de la mission.

D'une manière générale, les experts devront avoir une bonne maîtrise orale et écrite de l'une des langues officielles (Anglais ou/et français) de l'Etat du Cameroun et des aptitudes dans la seconde.

Le Cabinet fournira la liste du personnel d'encadrement, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois :

- CV daté et signé par le concerné et définissant son affectation ;
- attestation de disponibilité signée sur l'honneur par l'expert concerné.

6.2.2 Les références du Candidat

Les cabinets présenteront au moins dix références dans les prestations d'audit des projets ou programme public ou privé réalisées en Afrique sub-saharienne. -

N.B. : Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit devra être justifiée par la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin.

Seront privilégiées, les références provenant des administrations publiques ou concessionnaires (ministères, communautés urbaines, organismes parapublics etc).

7. Remise des dossiers :

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le ~~20~~ **20 JUN 2022** à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une version numérique de l'offre, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

N° 00013

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

29 AVR 2022

N°-----AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2022 DU-----

POUR LE RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET C2D/CFM POUR LE COMPTE DES EXERCICES 2021, 2022, 2023, 2024 ET CLOTURE.

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

8. Etude des dossiers et publication des résultats :

Les dossiers enregistrés seront examinés par une commission technique mise en place par le MINFI.

9. Evaluation des offres

Les critères d'évaluation des dossiers porteront sur :

9.1 - Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative ;
- Présence de documents falsifiés dans le dossier de candidature ;
- Note technique inférieure à 80 pts/100.

9.2 - Critères essentiels

- Références du Cabinet dans la réalisation des prestations similaires d'audit dans les pays du Sub-sahariens au cours des trois (03) dernières années - 60 pts (06 pts/référence, soit 10 références distinctes au total) :
- Profils des experts permanents du Cabinet correspondant au domaine de la mission (40 pts) :
 - Un Expert-Comptable Diplômé inscrit(e) au tableau d'un ordre des experts comptables reconnu par l'ONECCA, ayant au moins 10 ans d'expérience en audit financier, avec une bonne connaissance du C2D, des finances publiques, des audits des projets financés par la Banque Mondiale, l'AFD et l'UE et de bonnes connaissances des procédures de gestion fiduciaires des projets financés par des partenaires au développement. (20 pts)
 - Deux Experts -Comptable (BAC + 5) inscrit dans l'ordre des experts comptables, disposant d'une expérience professionnelle de 8 ans minimum en audit, comptabilité ou finance. Une expérience prouvée (CV signé, copie diplôme) dans le domaine des finances publiques, centrales (Etat) et Territoriales décentralisées (CTD), des programmes sectoriels, des procédures de programme de développement et une bonne connaissance des mécanismes des bailleurs de fonds sont nécessaires pour assurer la direction de la mission (20 pts soit 10 pts/expert) ;

NB : Seuls les cabinets de consultants qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) sur cent (100) seront retenus pour participer à l'Appel d'Offres National Restreint (AONR). Si plus de six cabinets obtenaient une note supérieure à 80 sur 100, seuls les six premiers seront sélectionnés pour l'AONR.

10. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE-C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaoundé, le 29 AVR 2022

LE MINISTRE DES FINANCES

MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE



Louis Paul MOTAZE

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES;
- AFFICHAGE

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

MINISTRY OF FINANCE

N° 00013

CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

29 AVR 2022

N°/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2022 OF
 FOR THE RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL
 AUDIT OF THE C2D/CFM PROJECT FOR THE 2021, 2022, 2023, 2024 AND CLOSING FINANCIAL YEARS.

FUNDING : AGREEMENT CCM 1278 01 S, RELATING TO THE PILOTING OF THE C2D BUDGETARY LINE
 « AUDITS, SUPERVISION, COMMUNICATION, CONSULTANT »

1. Context:

The C2D Trades Training Centers (CFM) Project has been included, at the request of the Cameroonian Government, in the projects eligible for financing from the second generation Debt Reduction and Development Contract (C2D).

The project is in line with Cameroon's new strategy for growth and employment, as well as the government's priorities for agricultural development. Through this project, and in addition to the efforts already undertaken to renovate the vocational training of farmers, the Ministry of Employment and Vocational Training (MINEFOP) intends, thanks to C2D funding, to renew the vocational training offer in rural areas for non-agricultural occupations.

Project objectives and content

The final objective of the project is to experiment with a new demand-driven training system, in the form of Trades Training Centers (CFM). These CFMs are intended to be an effective alternative to the former Agricultural and Rural Sections/Household Sections (SAR/SM) training centers whose design does not allow for quality vocational training. The CFMs will be located in the heart of the main agricultural production basins selected for their economic dynamism. They will be located at the level of the economic capital, so as to interest the maximum number of companies and young people. Complementarities and synergies with the professional agricultural program AFOP, itself on C2D financing, will be sought.

The training will be co-constructed with companies in the CFM area of influence. They will correspond in particular to the professions of small mechanics/motorized farming, conservation and agro-food processing, construction, electricity, refrigeration and solar energy, accounting management, IT. These will be qualifying, initial and continuous training for a period of 12 to 18 months (with shorter durations for continuous training), à la carte depending on the demand of companies. They will primarily target young candidates for employment and self-employment for initial qualifying training, but also bosses and employees for continuing training.

The project is implemented through two operational components

- Component 1 in charge of capacity building and regulatory framework. The purpose of this component is to finance support activities to implement appropriate communication tools and regulatory changes. It is implemented through two components: (i) organizing the collaboration of local public and private actors around the creation of CFMs; (ii) monitor the project and adapt the regulatory framework for future centres;
- A component 2 in charge of the expenses of setting up the CFMs. This component consists of: (i) developing training guidelines and related services; (ii) the conduct of studies and expenditure relating to infrastructure and equipment; (iii) select and upgrade center staff; (iv) develop establishment projects; (v) set up training for school boards; (vi) ensure the opening of CFMs.

The program is placed under the supervision of the Ministry of Employment and Vocational Training (MINEFOP). Its interventions will be implemented by the USCP.

As in the other C2D programs, the credits allocated will be entered in the budgets of MINEFOP and transferred following the request for supply from the MO in a special account opened in a commercial bank and managed by the Autonomous Sinking Fund (CAA) for the financing exclusive to the program.

A financing agreement (CCM 1276 01P) was thus signed on June 28, 2012, between the French Development Agency and the Republic of Cameroon with an allocation of 6.56 billion FCFA (excluding the State budget and the beneficiaries' counterpart), broken down as follows:

Expressed in millions of euros and millions XAF

En millions d'euros	Euros	XAF
Component 1: Capacity building and regulatory framework	2,3	1 508,7
Component 2: Implementation of CFMs	6,3	4 132,5
Salaries of staff and operation of CFMs	1,0	655,9
Miscellaneous and unforeseen (4%)	0,4	262,4
Grand total	10,0	6 559,5

Given the budgetary constraints related to this agreement, the Ministry of Employment and Vocational Training, Project Owner, intends to carry out with resources from pilot funds, the technical, accounting and financial audit of the project above for the 2021, 2022 and 2023 financial years.

2. Subject:

The Minister of Finance, Project Owner of the Steering component, launches a Call for Expression of Interest from firms registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon with a view to the pre-selection of specialized service providers in anticipation of a Call for Shortlisted offers for the recruitment of an independent auditor to conduct an accounting and financial audit of the C2D/CFM project for the financial years 2021, 2022, 2023 and 2024 and closing, covering the years 2021, 2022 (fixed phase), 2023, 2024 and closing (successive conditional phases).

The subsequent tender will be organized as soon as the shortlist is adopted and will lead to the selection of the consulting firm for the performance of the services announced above.

The grouping of firms with at least one of them registered with ONECA are allowed

3. Participation:

Participation in this Call for Expression of Interest is opened to service delivery structures that are specialize in conducting audits of development projects and programs.

4. Qualification criteria:

This consultation is open to candidates who have a good knowledge of the Cameroonian administration, the context of debt relief and who have :

- Confirmed expertise and excellent audit/evaluation references in projects and programmes in southern countries and in particular in Sub-Saharan Africa;
- necessary staff or undertake to recruit them for the services to be performed.

NB : For the sake of alternating auditors, a firm that has already audited the programs, will not be accepted to compete in this recruitment.

5. Funding:

The services, subject of this call for expression, are funded by the Agreement N° CCM 1278 01 S of C2D Steering.

6. Application file:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest will be required to provide the following documents, presented in two volumes:

6.1 Volume 1 (Administrative file)

- A letter of motivation duly signed, dated and stamped at the current rate by candidate;
- The original certificate of non-fee issued by the relevant tax office;
- The original certificate of non-bankruptcy issued by the competent authority of the consultant's place of residence dated less than three (3) months to the date of the tendering process;

- The original certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Director General of the ARMP or by an official;
- The signed integrity statement (available on AFD's website: <http://www.afd.fr>);
- The grouping agreement (in case of grouping);
- The powers of the agent (in case of grouping).

NB: All firms forming a group will be required to provide the above documents individually.

6.2 Volume 2 (Technical File)

6.2.1 The list of supervisory staff

The consultant must be an Independent Auditor, with proven experience in accounting and financial auditing of development programs / projects. He must also have a good knowledge of the Cameroonian administration.

More specifically, the audit mission will be composed of three (03) experts, based on the work to be carried out and the indications below:

- A Certified Chartered Accountant registered on the roll of an order of accountants recognized by ONECCA, with at least 10 years of experience in financial auditing, with a good knowledge of C2D, public finances, audits of projects financed by the World Bank, AFD and the EU and good knowledge of fiduciary management procedures for projects financed by development partners.
- Two Chartered Accountants (BAC + 5) registered in the order of chartered accountants, with a professional experience of at least 8 years in auditing, accounting or finance. Proven experience (signed CV, diploma copy) in the field of public finance, central (State) and decentralized Territorial (CTD) services, sectoral programs, development program procedures and a good knowledge of donor mechanisms are required to lead the mission;

In general, experts will need to have a good oral and written command of one of the official languages (English or/and French) of the State of Cameroon and skills in the second.

The Firm will provide the list of coaching staff, along with the following justificative documents, for each expert, dated less than three (03) months:

- CV dated and signed by the concerned and defining his assignment;
- Certificate of availability signed on honour by the expert concerned.

6.2.2 Candidate's References

The firms will present at least ten (10) references in audit services of public/private projects/programs carried out in sub-Saharan Africa.

NB: To be validated, each reference to an audit service must be justified by a photocopy of the acceptance report, or of the certificate of completion issued by the Client or his services or the certificate of lifting of the performance bond.

References from public administrations or concessionaires (ministries, urban communities, parastatal organizations, etc.) will be preferred.

7. Submission of bids:

Bids written in French or English will be filed in four (04) copies, including (01) original and three (03) copies marked as such « COPY » under closed fold and sealed at the STADE-C2D s/c of the Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO in the ground floor of the OYILI building, no later than ~~20 JUN 2022~~ at 15 heures. The application file will also include a soft copy of the offer, deposited on a USB key or CD-rom. The application files must bear the following statement:

№ 00013

CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

29 AVR 2022

N°/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2021 OF FOR THE RECRUITMENT OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D/CFM PROJECT FOR THE 2021, 2022, 2023, 2024 AND CLOSING FINANCIAL YEARS.

"NB: To be opened only during the bid opening session."

8. Examination of files and publication of results:

The registered files will be examined by a technical commission set up by the MINFI.

9. Evaluation of files

The criteria for evaluating the files will include:

9.1-Eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of an administrative document;
- Presence of falsified documents in the application file;
- Technical score less than 80 pts/100.

9.2 - Essential criteria

- References of the Firm in similar audit services in Sub-Saharan countries over the past three (03) years (60 pts (06 pts / reference that is 10 separate references in total):
- Profile of the Permanent Cabinet Experts corresponding to the theme of the mission- 40 pts:
 1. A Certified Chartered Accountant registered on the roll of an order of accountants recognized by ONECCA, with at least 10 years of experience in financial auditing, with a good knowledge of C2D, public finances, audits of projects financed by the World Bank, AFD and the EU and good knowledge of fiduciary management procedures for projects financed by development partners. (20 pts);
 2. Two Chartered Accountants (BAC + 5) registered in the order of chartered accountants, with a professional experience of at least 8 years in auditing, accounting or finance. Proven experience (signed CV, diploma copy) in the field of public finance, central (State) and decentralized Territorial (CTD) services, sectoral programs, development program procedures and a good knowledge of donor mechanisms are required to lead the mission (20 pts soit 10 pts/expert).

NB: Only consulting firms which will have totaled at the end of the evaluation a technical score at least equal to eighty (80) out of one hundred (100) will be selected to participate in the National Restricted Invitation to Tender (AONR). If more than six firms score above 80 out of 100, only the top six will be selected for the AONR.

10. Further information:

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance - the Technical Support Secretariat to C2D Execution, located at Bastos in Yaounde (OYILI Building besides WHO), P.O.BOX: 33 232, Tel./Fax: (237) 22-20-30- 57, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com

29 AVR 2022

Yaounde, the

The Minister of Finance
Project-Owner C2D Steering

Ampliations :

- SOPECAM (For publication)
- ARMP (For publication)
- DG/MARKET
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES



[Handwritten signature]

Louis Paul MOTAZE